

PREFECTURE DES BOUCHES DU RHÔNE

ENQUÊTE PUBLIQUE

RÉALISATION

D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'ISTRES

Pétitionnaire porteur du projet : URBA133

**Arrêté de la préfecture des Bouches du Rhône, du 3 juillet 2017,
prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le territoire de
la commune d'ISTRES pour la réalisation d'un projet de centrale
photovoltaïque au sol porté par la société URBA133**

Date de l'enquête : 21 août au 21 septembre 2017 inclus.

**Commissaire enquêteur : Cécile CLOUET- PAGES
selon la décision du tribunal administratif de Marseille du 20/6/2017
N°E172000083/13, pour la désignation du commissaire.**

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

SOMMAIRE

PREAMBULE

Objet de l'enquête

Cadre juridique

Composition du dossier

Consultation du dossier

1) LE PROJET

1.1 Le Demandeur

1.2 Description du projet et ses caractéristiques

- **Le lieu**
- **L'aménagement du terrain :**
- **L'implantation et volume de la centrale**
- **La sécurité de la centrale**

1.3 Etat initial de l'Environnement

1.4 Mesures retenues

2) ORGANISATION ET DÉROULEMENT

2.1 Désignation et lieu de l'enquête

2.2 Durée de l'Enquête

2.3 Avant l'enquête

2.4 Publicité et information au public

2.5 Pendant l'enquête

2.6 Clôture de l'enquête

3) ANALYSE DES OBSERVATIONS ET RÉPONSES

3.1 Observations

- **Orale**
- **Écrite**

Procès-verbal de Synthèse

Mémoire en réponse du porteur de projet

4) ANNEXES

PREAMBULE

- Objet de l'enquête

L'enquête qui m'a été soumise consistait à informer le public et recueillir ses observations sur la demande d'autorisation d'un permis de construire d'une centrale photovoltaïque de 14.5 ha, au sol sur pieux battus. La production d'électricité envisagée est d'environ 11.2MW. La centrale serait sur la commune d'Istres au lieu-dit le "MAS NEUF", déposé par la société "Urba133". Etant donné que ce parc s'établit sur un terrain où existait une activité industrielle, l'aménagement comprenait aussi un permis de démolition d'un entrepôt et d'un château d'eau.

- Cadre juridique

Il relève des articles du code de l'Environnement notamment :

- L122-1 et suivants et R122-1 et suivants relatifs aux études d'impact des projets de travaux et d'ouvrages et d'aménagement,
- les articles L123-1 à L123-16, R123-1 à R123-17 relatifs au champ d'application des enquêtes publiques et au déroulement de la procédure administrative de ces enquêtes, mais aussi :

du code de l'urbanisme, notamment :

- les articles L421-2-1 et L422-2b, R423-16, R423-20 et 424-2,

du code des relations entre le public et l'administration (livre 1er, titre III, chapitre IV),

de la demande de permis de construire déposée, le 13 décembre 2016, par la société "URBA 133 », sur la commune d'Istres,

l'avis favorable de la Mairie d'Istres du 8 février 2017,

l'absence d'avis de la DREAL dans les temps impartis de deux mois, par l'accusé de réception du 27 mars 2017,

l'absence d'avis de la SDIS, dont l'accusé de réception date du 8 février 2017 ,

la note de présentation de la Direction départementale des Territoires et de la Mer (service urbanisme/ Pôle ARS) du 12 mai 2017 sollicitant la mise à l'enquête publique,

et bien entendu, la liste départementale des commissaires enquêteurs pour l'année en cours ,

l'arrêté dressant la liste des journaux habilités à publier les annonces légales dans le département des Bouches du Rhône pour l'année en cours,

la décision n°E17000083/13 en date du 20 juin 2017 de la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille, désignant Madame PAGES Cécile .

Compte-tenu de tous ce qui a été dit précédemment, Il y a lieu de faire une enquête publique dans les formes prévues aux articles R123-1 et suivant.

Le dossier d'enquête comporter l'ensemble des pièces exigées à l'article R 123-8 du code de l'environnement.

- Composition du dossier

Le dossier, conforme aux dispositions règlementaires, comprend :

- **La demande du permis** de construire avec :
 - le plan de situation du terrain, plan de masse des constructions,
 - le plan en coupe du terrain et de la construction, avec une notice décrivant le terrain et présentant le projet,
 - le plan des façades des postes de livraison de l'électricité, de transformation de la clôture, du portail et des caméras de surveillance.
 - les photographies avec perspectives d'insertion dans l'environnement proche,
 - l'attestation de conformité, de Veritas, du respect des règles parasismiques et para cycloniques,
 - le dossier de demande permis de démolir avec le plan de masse des constructions à démolir.
- **L'Étude d'Impact**, selon l'articles L 122-3 et suivant du Code de l'Environnement :
 - Le résumé non technique de 36 pages avec :
 - le site et son environnement : état initial,
 - la présentation du projet,
 - la raison du choix du projet,
 - la compatibilité du projet avec l'affectation des sols et avec les plans, schémas et programmes,
 - l'appréciation des effets cumulé du projet avec d'autres projets connus,
 - la méthodologie de l'étude,

Ces titres présentés succinctement dans le résumé non technique sont repris et développés en 145 pages. S'ajoutent à ces têtes de chapitres :

- l'Impacts et mesures sur l'environnement et la santé,
- la synthèse des mesures et estimation des coûts,
- l'effet cumulé du projet,
- l'analyse des méthodes utilisées et difficultés rencontrées.

À ces dossiers, se sont ajoutés :

- **un document d'incidence sur l'enjeu des eaux** dans ce secteur, complété par un autre document de déclaration au titre de la loi sur l'eau.
- **les avis favorables ou absence d'avis de :**
 - la RTE
 - la SNCF,
 - la direction Générale de l'aviation civile,
 - les services d'infrastructure de la Défense,
 - la direction régionale des affaires culturelles et service régional de l'archéologie,
 - du Maire d'Istres sur le permis de construire, du 8 février 2017,
 - l'Oléoduc de la défense commune, service de surveillance des pipelines,
 - hydrogéologique de la mairie d'Istres, avec les servitudes d'utilité publique à la société AREVA NC restriction d'usage du site,
 - la SDIS
 - la DREAL
 - le registre d'enquête,
 - les copies des insertions dans la presse.

***Commentaire :** La demande de permis de construire effectué par la société « URBA 133 » n'appelle aucun commentaire essentiel. Il est très accessible. L'étude d'impact est fournie et détaillée. Elle a 238 pages, auxquelles il faut rajouter une cinquantaine de pages de dossier d'incidence de la loi sur l'eau.*

Puisque ce dossier est complet sur les incidences environnementales, et qu'il tend à l'exhaustivité, je me permettrai les remarques suivantes dans le chapitre 3 raison et choix du projet /contexte général, de l'Etude d'Impact.

Depuis le dépôt du dossier, le contexte a évolué : 'Il y a désormais un parc photovoltaïque réalisé par Solairedirect, premier opérateur d'électricité photovoltaïque en France et inauguré par le Maire de la commune d'Istres. « Il est sur l'ancienne carrière du Montonnier. Implanté le long de la base aérienne militaire 125, le site a été sélectionné au regard des critères suivants, la reconversion d'un site industriel, sa compatibilité avec le milieu naturel, sa proximité avec le réseau électrique et ses caractéristiques physiques. » Istres.fr. Information qui dans le contexte de cette étude d'impact n'est pas éloignée de la préoccupation de cette enquête.

- Consultation du dossier

Deux exemplaires du dossier étaient déposés en mairie d'Istres.

Le dossier était consultable sur le site internet de la préfecture des Bouches du Rhône : <http://www.bouchesduRhône.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Istres>. Mise à jour le 04/07/2017.

Le dossier était aussi consultable pour la même période, sur un poste informatique à la préfecture

Par ailleurs outre les permanences, a été mis en place la possibilité de mettre un avis sur une adresse électronique effectué par la mairie d'Istres, à l'adresse suivante : enquetepublique@istres.fr.

1) LE PROJET

• 1.1 Le Demandeur

La société URBA133 est une société de projet, spécialisée dans la production d'électricité photovoltaïque. Elle a été créée par URBASOLAR qui en est l'unique propriétaire. URBASOLAR est un groupe français qui a pour objectif le développement massif du photovoltaïque via l'innovation et la généralisation de son usage. Il a pour ambition le développement d'une filière industrielle forte et reconnue internationalement.

Depuis 2014, le groupe a intégré l'activité de fabrication de modules en partenariat avec le fabricant SILLIA. Il détient le label AQPV « contractant général » qui est un gage de qualité dans la réalisation des installations photovoltaïque. De fait il se positionne très largement sur le produit photovoltaïque.

Le groupe a des engagements environnementaux importants. Il adhère à la charte qualité ISO 9001 avec une orientation environnementale prononcée, et une volonté à diminuer son empreinte écologique. En effet URBASOLAR est membre de l'association PV CYCLE depuis 2009 et fait partie des membres fondateurs. Cette association européenne, à but non lucratif, est chargée d'organiser le recyclage des modules enfin de vie.

Implanter leur production photovoltaïque dans des lieux dégradés est un des objectifs quant aux choix des lieux et leur conception pour réduire au maximum les impacts potentiels sur l'environnement.

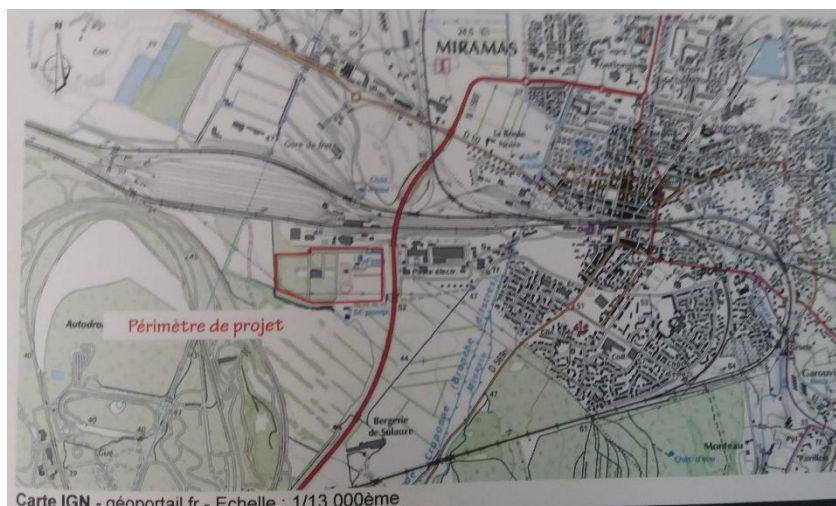
• 1.2 Description du projet et ses caractéristiques

Le lieu :

Le projet se situe sur la commune d'Istres 13800 et plus précisément sur la partie nord de la commune au lieu-dit « le Mas Neuf ». La parcelle est assez difficile d'accès, entre le quartier d'Entressen et la commune de Miramas. Elle est bordée à l'est par la gare de fret de Miramas, à l'ouest par le canal des Martigues, et au sud par l'autodrome de Miramas. C'est une parcelle de 19ha qui appartient au groupe AREVA. Sur le territoire d'Istres, on y accède par le centre-ville de Miramas par le chemin de l'autodrome. Elle est implantée au cœur d'un important secteur industriel. La zone considérée correspond à un ancien site de fabrication d'isotope légers, en lien avec le programme nucléaire civil de France. L'activité est arrêtée en 2000, démantelée en 2003. Le lieu servait pour le

stockage, le criblage et le lavage des matériaux. En 2009 démarre l'assainissement des sols qui se terminera en 2014.

Actuellement, il subsiste un château d'eau, une station de pompage, un bâtiment de stockage et une base de vie réalisée dans les années 1980. Il existe une clôture d'une hauteur de 2,70m qui sera conservée. Elle sera complétée sur 400m en acier galvanisé, deux portails d'entrée de 5 m de long, ainsi que d'un ensemble de voies de circulation interne.



Carte de situation et urbanisme

Le terrain d'implantation du projet est concerné par plusieurs arrêtés préfectoraux qui sont :

- l'arrêté du 15 octobre 1988 autorisant à utiliser pour la consommation

humaine les eaux de la CRAU prélevé par forage, déclarant d'utilité publique le captage et déterminant les périmètres de protection.

- l'arrêté préfectoral du 27 mai 2016 instaurant des servitudes d'utilité publique sur le site de la société Areva.

Au regard du PLU, d'autres servitudes concernent :

- l'électricité et le retrait d'un périmètre de 10m autour des pylônes et de 5 m sous la ligne de 63KV Mas-Pointu Miramas,
- les voies ferrées,
- constructions et installations interdites dans une bande de 100m de part et d'autre de la RN 1569.

L'aménagement du terrain :

Quelques déchets inertes sont encore présents. Des terrassements sont prévus pour aplanir les éléments de relief restant de la remise en état du site.

D'autres terrassements seront nécessaires pour créer ou remettre à niveau les voies de circulation à l'intérieur de l'enceinte, ainsi que pour construire des postes électriques.

Les structures primaires sont fixées au sol par ancrage au sol, ce qui ne demande pas d'excavation.

Seuls, des tranchées de 10 à 80cm dans le sol sont prévues pour l'enterrement des câbles électriques.

L'implantation et volume de la centrale

Le projet consiste en une centrale photovoltaïque au sol.

1) 1676 structures fixes :

Elle est équipée de structure fixes orientées vers le sud et inclinées de 15° pour maximiser l'énergie du soleil reçue. Chaque structure (plateau ou support fixe, en acier galvanisé) est équipée de 20 modules. Cette technologie à l'avantage de présenter un excellent rapport production annuelle / coût d'installation.

Le haut des modules est à 1,93m du sol et le bas à 0,9m.

L'assemblage des modules effectués par visserie forme un plateau.

Chaque cellule du module est équipée de capteurs qui produit un courant électrique selon l'apport d'énergie du soleil. Les cellules sont connectées en série dans le module produisant ainsi un courant continu exploitable.

Les matériaux choisis sont de l'acier galvanisé, inox ou polymère.

L'ancrage au sol se fera par des pieux battus en acier galvanisé. Ils sont *battus* dans le sol par un engin identique à une sondeuse. A la fin de l'exploitation, l'implantation des panneaux est entièrement réversible. Ces pieux sont retirés du sol.

La surface totale des modules sera de 68 593m² environ. Soit environ 33 460 panneaux solaires répartis sur 1673 tables. La puissance unitaire des modules sera d'environ 335Wc¹. La puissance totale sera de 16 340 MWH/an.

2) 5 postes électriques :

4 postes de transformation et 1 de livraison. Ces postes seront des bâtiments préfabriqués monobloc en béton armé vibré, prêt à poser sur un radier de sable de 20cm. Les câbles sont enterrés, posés dans un lit de sable au fond d'une tranchée d'une profondeur d'environ 80cm.

La sécurité de la centrale :

1) Le feu :

L'ensemble des prescriptions en générales du SDIS 13 seront respectées :

- Utilisation des poteaux incendies présents sur le site, complétés par d'autres.
- Locaux à risques équipés d'une porte coupe-feu, bac à sable, extincteurs portable, poudre sur roue, équipement de protection individuelle, consignes.
- Le terrain sera régulièrement entretenu avec un décapage de 10 m autour de



¹Wc : watt crête : unité de puissance délivrée par un module photovoltaïque sous conditions optimum et sous irradiation de 1000 w/m²

la clôture et un débroussaillage régulier sur le terrain.

- Un système de coupure général sera mis en place.

2) La surveillance du parc :

En plus de la sécurité passive de la clôture, il y aura un câble d'intrusion attaché à cette clôture. En parallèle, la centrale sera équipée d'un système de vidéosurveillance.

• **1.3 État initial de l'environnement**

Le milieu physique et naturel du site peut avoir des incidences positives ou négatives sur le projet présenté. L'étude tient compte des différents aspects dont :

l'Ensoleillement important. 2740 heures d'ensoleillement en moyenne par an sur Istres.

la Topographie avec une pente faible. Cela facilitera la réalisation du projet sur la plaine de la Crau, ancienne zone du delta de la Durance.

la Géologie et pédologie. C'est un poudingue à encroûtement calcaire, très résistant et imperméable. Les risques sismiques ou glissement de terrain sont particulièrement faibles.

l'Hydrogéologie et qualité des eaux. Les nappes d'eau souterraines sont importantes, nommée « Cailloutis de la Crau ». L'irrigation gravitaire joue un rôle primordial. La fragilité de cette ressource induit sa protection (décret du 8 août 1935), qui soumet à autorisation tout ouvrage qui entraîne un prélèvement en eau. Le captage de Sulauze, assure le prélèvement en eau destiné à la consommation humaine. Il est proche de la zone étudiée. La proximité du captage implique la réalisation d'un suivi très précis de la qualité de l'eau. Enfin le site n'est pas concerné par les inondations.

les possibilités d'incendie faibles en raison du peu de végétation sur le site même.

le milieu naturel concerné par quatre espèces végétales en statut règlementées et recensées sur le terrain, dont deux Ophrys. Il est peu inquiété par la faune protégée.

le Paysage. Le site n'est pas remarquable et est peu perceptible dans le paysage environnant.

le milieu humain quant à lui est très faiblement impacté, aussi bien au niveau de ses activités économique que sur la santé. Le site est situé à plus de 500 m du voisinage.

• 1.4 Mesures retenues.

Celles -ci se font en fonction de la Compatibilité du projet avec les contraintes et les effets cumulés ou autrement dit la prise en compte des différents éléments liés au projet.

Que ce soit pour le bruit, l'air, l'eau, le champ électromagnétique, les déchets, les mesures concerneront principalement la phase **travaux**.

Ici, Les risques technologiques au droit des terrains étudiés sont considérés comme presque nuls. Le site est un ancien site industriel, détenu par la COGEMA. Il a été remis en état et ne présente pas de danger pour l'implantation des panneaux photovoltaïques, ni pour les personnes qui vont y travailler.

L'impact cumulé sur la biodiversité existe mais il est modéré, aussi bien pour l'avifaune que la flore.

L'impact sur la consommation d'espace peut être considéré comme négligeable au vu de son utilisation passée et du fait que le présent projet peut être temporaire et remis facilement en état à la fin de l'exploitation.

Aussi, les mesures retenues sont :

La phase des travaux.

Cette phase est un des aspects les plus important du projet quant à ses impacts sur le milieu. Après la démolition et durant la construction de la centrale.

Des voies d'accès et les plateformes seront créés. Elles sont nécessaires à l'acheminement des éléments de la centrale et à son exploitation ; Ensuite sera conçu le réseau électrique, sans quoi la centrale ne serait pas viable. Et pour finir l'extension de la clôture. La gestion du chantier a une conception correcte de l'environnement avec l'aménagement d'aires spécialisées, de toilette, de revêtement, la prise en compte de la poussière avec l'arrosage des pistes.

La phase exploitation.

Très peu de mouvements et de présences humaines existeront durant la période d'exploitation. De plus la réalisation de la centrale avec ses espacements conséquents entre les panneaux, la gestion de l'eau adapté au site, l'évitement de la détérioration du sol par pieux, le maintien de la couverture végétale et son entretien et la présence de bac de sécurité sous les postes électriques, montrent une prise en compte de l'environnement. Prise en compte, que l'on retrouve, de l'impact sur la faune et la flore de la parcelle, compte tenu de la situation (deux zonages Natura 2000 côtoie la parcelle). Un audit scientifique sera fait avant durant et après le chantier, entre le chef de chantier et un écologiste.

2) ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

• 2.1 Désignation et lieu de l'enquête

J'ai été désignée par décision du 20 juin 2017 par le président du tribunal administratif. Cette décision m'a été notifiée par la préfecture avec l'arrêté du 3 juillet 2017, signé par ordre du préfet Maxime AHRWEILLER, par sa Secrétaire Générale Adjointe, prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le territoire de la commune d'Istres pour la réalisation d'un projet de centrale photovoltaïque au sol.

L'enquête avait pour siège la mairie d'Istres – Hôtel de ville – 1, esplanade Bernardin Laugier – CS97002 – 13800 Istres.

Elle s'est tenue du 21 août au 21 septembre 2017.

• 2.2 Durée de l'Enquête

Les permanences prévues étaient

- le lundi 21 août 2017 de 14h à 17h,
- jeudi 24 août 2017 de 9h à 12h
- vendredi 1 septembre de 14h à 17h
- jeudi 7 septembre de 9h à 12h
- jeudi 21 septembre de 9h à 12h.

J'ai tenu mes permanences en la mairie d'Istres.

• 2.3 Avant l'enquête

J'ai reçu le dossier physiquement le 12 juillet 2017 et via internet le 24 juillet.

Information complémentaire :

J'ai pris rendez-vous avec Monsieur TULASNE de la DDTM situé à Marseille, le 6 juillet de 10h à 12h. Il a présenté le projet brièvement. C'est un permis de construire, une étude d'impact et un permis de démolir. Il n'y avait pas d'enjeu particulier. En effet en écho à cette façon d'appréhender le projet, ni la Direction Régionale de l'Environnement et de l'Aménagement et du Logement, DREAL, ni le Service Départementale des Incendie et des Secours, SDIS, n'ont daigné émettre un avis. Les services se sont contentés de laisser passer le délai de 2 mois.

J'ai téléphoné à la chambre d'agriculture des Bouches du Rhône pour connaître leur position face à un parc photovoltaïque et notamment dans la zone concernée. Il n'y a aucun enjeu.

Visite des lieux avec le porteur de projet :

Un rendez-vous a été pris pour visiter le terrain avec le porteur de projet représenté par Frédéric BRESSAN d'URBA133 et la responsable concernée du service d'urbanisme d'Istres, Madame RIOU. Le vendredi 21 juillet 2017. Malheureusement Madame RIOU n'a pu venir à ce rendez-vous in situ pour raison personnelle. La visite s'est faite grâce à M.BRESSAN, qui a pris contact avec la COGEMA. Ce site est inaccessible, puisqu'il est encore la propriété de la COGEMA.

Ce fut une mise en image du dossier. Nous avons parcouru entièrement le site. Il y a eu la présentation des constructions et ouvrages à garder, pour la phase d'exploitation, et celles à détruire. Les endroits à aplanir, les réseaux d'eau à garder, à continuer, à remettre à jour.

La prise en compte des incendies éventuel par l'implantation de poste à incendie. Les endroits où la flore présentait un intérêt.

La clôture, la sécurisation du site avec les caméras et la pris en compte des passage pour la petite faune.

J'ai rencontré Madame Riou le lundi 24 juillet 2017, dans son service situé dans la mairie d'Istres. Il y a eu présentation du dossier. Je me suis aperçu que mon dossier n'était pas exhaustif. Il me manquait le dossier d'incidence ainsi que le dossier de déclaration de la loi sur l'eau.

• 2.4 Publicité et information au public

Conformément à l'article 4 de l'Arrêté Préfectoral du 3 juillet 2017, un avis précisant notamment :

- l'objet de l'enquête,
- les caractéristiques principales du projet,
- les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique,
- les noms et qualité du commissaire enquêteur,
- le lieux jour et heure où le commissaire enquêteur recevra les observations des intéressés,
- les lieux où le public pourra prendre connaissance du dossier.

Quinze jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cette formalité a été attestée par certificat du maire.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, le pétitionnaire a procédé à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, de plusieurs affiches, visibles et lisibles des voies publiques et conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 24 avril 2012.

Avant la première permanence, le 4 août exactement j'ai pris plusieurs vues des affichages, notamment celui en mairie d'Istres, sur lesquelles on peut voir l'avis d'enquête.

Différents endroits où l'affichage a eut lieu



Cet avis d'enquête a été en outre, par les soins du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé à l'identique dans les huit premiers jours de celle-ci.

Première insertion, la Marseillaise du lundi 31 juillet 2017 et la Provence et du vendredi 4 août 2017 (page 11),

Deuxième insertion La Provence du jeudi 22 août 2017 et la Marseillaise du jeudi 24 août (page 12) .

• 2.5 Pendant l'enquête

L'ouverture :

L'enquête a été ouverte le 21 août en mairie d'Istres aux heures d'ouverture et conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral.

La mise à disposition

Le dossier complet et le registre d'enquête ont été tenu à la disposition du public aux heures d'ouverture de la mairie, en plus de la consultation sur le site de la préfecture des BOUCHES du RHONE.

Une personne est venue pour s'informer sur les onduleurs et les effets éventuels des champs électromagnétiques. Ce qui ne concernait pas directement l'enquête. Après l'avoir écouté, j'ai lu les paragraphes de l'étude d'impact concernant ce sujet (chapitre 4.3 les effets des champs électromagnétiques).

Une autre M.CONRAD voisin du site est venu discuter du projet pendant une permanence. Il a déposé une dizaine de questions sur un papier qui a été collé sur le registre.

Les rencontres se sont toujours déroulées avec courtoisie et intérêt.

• 2.6 Clôture de l'enquête

Conformément à l'article 5 de l'Arrêté Préfectoral, le registre d'enquête a été clos le 21 septembre à 17 heures. J'ai signé et pris possession du registre.

J'ai rédigé un procès-verbal, dans lequel j'ai fait une synthèse de l'observation faite par M.CONRAD.

Je l'ai remis en main propre, Le 25 septembre 2017, à M.BRESSAN, porteur de projet, en lui demandant de bien vouloir m'adresser sous quinzaine, un mémoire en réponse aux questions posées afin de présenter à l'autorité décisionnaire un rapport clair et objectif.

L'enquête s'est déroulée sans incidents.

3) ANALYSE DES OBSERVATIONS ET RÉPONSES

3.1 OBSERVATION - RÉPONSE

Conformément à l'article 6 de l'Arrêté Préfectoral du 3 juillet 2017, les observations écrites ont été consignées dans un procès-verbal de synthèse, envoyé le 25 septembre.

Le 29 septembre M.BRESSAN, m'a répondu.

Le procès-verbal et le mémoire de réponse se trouvent ci-après.

PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE

En application des prescriptions exprimées dans l'article R123-18 du code de l'environnement, je vous remets le Procès-Verbal de synthèse destiné à porter à votre connaissance les observations exprimées par le public au cours de l'enquête publique menée conformément à l'arrêté préfectoral en date du 3 juillet 2017 de Monsieur le préfet de la région Provence Alpes Cotes d'Azur et des Bouches du Rhône.

Je me permets de vous rappeler que vous disposez d'un délai réglementaire de 15 jours, à compter de ce jour, 25 septembre 2017 pour produire, si vous le jugez opportun, un mémoire en réponse aux points soulevés dans ce document.

Je vous rappelle que l'enquête publique s'est déroulée du lundi 21 août 2017 au 21 septembre 2017 dans les locaux de la mairie d'Istres dans les Bouches du Rhône.

J'ai procédé le 21 septembre à la clôture de cette consultation à l'issue de l'ultime permanence prescrite en mairie d'Istres.

L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions, aucun incident n'est à relever.

1) OBSERVATIONS

Aucune observation orale liée directement au projet n'a été enregistrées lors des cinq permanences que j'ai tenues.

OBSERVATIONS ECRITES

Je n'ai eu aucun courriel et aucun courrier. Une seule personne riveraine au projet est venue discuter et apporter dix questions manuscrites.

Je remarque tout d'abord qu'il n'y a pas de contestation sur le projet.

THEMES ABORDÉS :

- La période des travaux :

Cette période semble la plus sensible concernant le projet pour les riverains. En effet pour avoir vécu pendant plusieurs années, 2009 à 2015, des actions de dépollution du sol et la remise en état de la parcelle, les riverains craignent les passages de camion à l'identique, allant à une vitesse trop importante et non bâchée. Nous sommes dans une région très exposée aux particules fines, compte-tenu de la sécheresse sérieuse, du vent durant une

grande période de l'année, mais aussi de l'industrie fortement présente. (Sujet d'une pollution atmosphérique sérieuse).

Il y a 2 temps pour les travaux :

- le premier concerne la destruction du château d'eau et du hangar,
- le second, la mise en place des panneaux et la réalisation de la centrale.

Que ce soit dans un sens, évacuation, ou dans l'autre, apport de matériaux, dans l'optique d'un développement durable la demande essentielle est :

Le bilan carbone a-t-il été pris en compte, et si oui, pourra-t-on utiliser les voies des chemins de fer en lieu et place du transport routier ?

Question du commissaire : Le but est de pouvoir prévenir aux mieux les riverains, afin qu'ils puissent prendre les devants face aux futurs inconvénients. En fonction de la procédure en cours et à venir, à la suite de l'enquête publique, pouvez-vous préciser le calendrier prévisionnel de début et fin de travaux estimés pour ce projet ? Enfin, si la solution des camions est privilégiée, quel est globalement la densité par jour de circulation des camions ?

- Eau et ouvrage d'art :

L'eau est le sujet itératif de ce lieu. C'est une ressource qui dans la région devient chaque fois plus rare. Elle fait l'objet de multiples attentions. Le dossier d'étude d'impact, le dossier d'incidence et celui sur la loi sur l'eau en sont la preuve.

La station de pompage existante sur le terrain, sous le château d'eau, fait l'objet d'une attention particulière, aussi bien pour l'approvisionnement en eau, pour son utilisation, que pour l'ouvrage en lui-même. Quel sera son devenir ?

- Énergie et Nouvelle technologie :

Des interrogations sont suscitées au sujet de cette centrale, lié à la caractéristique des matériaux pour :

- la constitution de l'isolant des onduleurs /transformateurs électrique, avec l'utilisation des PCB, interdit depuis 1987 ?
- l'éblouissement dû aux panneaux, qui peut avoir des impacts sur les automobilistes ou les aviateurs.
- les propriétés, la qualité et le recyclage des matériaux.

- Écologie et mesure d'atténuation :

L'entretien au-delà des produits phytosanitaires non agressifs pour le sol, l'eau, la flore

et les animaux, bref la nature, peut-elle se faire avec du vivant notamment des caprinés ?

FIN DES OBSERVATIONS

2) RÉPONSES

Conformément à l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2017, elles sont à me fournir sous forme de mémoire sous quinze jours, soit avant le 10 octobre 2017